

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 12 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Défaite de la gauche ?!
- 2) Le flop des...
- 3) " Le livre des trahisons "
- 4) Il faut en finir au plus vite
- 5) La méthode Sarkozy
- 6) L'appel à soutenir...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) 2017 : Valls craint une défaite de la gauche «dès le premier tour»



Dans un entretien fleuve accordé à L'Express, le premier ministre s'alarme des divisions de son camp. Il dénonce notamment la «violence» des propos des anciens ministres Hamon, Duflot et Montebourg.

Ses mots sont toujours aussi durs. Figure du réformisme à gauche, Manuel Valls ne manque jamais de mots lorsqu'il s'agit de porter un regard critique sur l'état de sa famille politique. Ainsi, après avoir jugé début juillet qu'une partie de son camp avait «vingt ans de retard», le premier ministre exhorte aujourd'hui la gauche à «être consciente qu'elle peut être éliminée dès le premier tour» de l'élection présidentielle de 2017. «J'en appelle donc à la responsabilité de chacun», lance-t-il dans une interview à paraître jeudi dans L'Express.

En cause notamment: la profusion des candidatures, symbolisée par l'entrée en lice cette semaine des frondeurs Benoît Hamon Arnaud Montebourg, et de l'écologiste Cécile Duflot. «J'ai moi-même été candidat à la primaire du PS, quand nous étions dans l'opposition en 2011, donc je ne contesterai à personne le droit de se lancer. Mais chacun doit réfléchir au rôle qu'il entend jouer. Il faut une grand esprit de responsabilité. Il faut être à la hauteur des enjeux, pour la gauche bien sûr, mais d'abord pour la France», prévient-il.

«Je suis chef du gouvernement, loyal envers le président»

Le chef du gouvernement s'étonne de voir trois anciens ministres clés de François Hollande (respectivement: Éducation nationale, Économie et Logement) se lancer dans la course à la présidentielle. «Pourquoi, après avoir été solidaires et participé à l'action gouvernementale, une telle violence dans les mots, qui ne sert ni leur démarche, ni la gauche? Le moment oblige à beaucoup de gravité, de rigueur intellectuelle. La primaire n'est pas un congrès du PS, la présidentielle non plus», assène l'hôte de Matignon.

Enfin, interrogé sur ses ambitions personnelles dans le cas où le chef de l'État devait renoncer à se présenter, Manuel Valls botte en touche. «Je ne peux pas répondre à cette question». «Si je répondais à cette question, je jouerais un autre rôle que le mien. Je suis chef du gouvernement, loyal envers le président, totalement engagé dans ma mission. Et je ne prépare pas l'avenir avec des "si". Je respecte le calendrier que le chef de l'Etat s'est fixé», balaie-t-il, sans révéler s'il envisage ou

non participer à la primaire à gauche.

Valls veut une «assimilation» de l'islam



Crédits photo : MIGUEL MEDINA/AFP

«L'élection présidentielle va se jouer sur (...) la place de l'islam». Tandis que l'exécutif s'apprête à relancer l'encadrement du culte musulman en confiant les clés de la Fondation pour l'islam de France à Jean-Pierre Chevènement, Manuel Valls - déjà à la pointe sur les questions identitaires - semble avoir décidé de s'emparer du sujet. Soucieux d'infliger une «défaite retentissante à l'État islamique (et) au fondamentalisme musulman», en démontrant que «l'islam est compatible avec la démocratie (et) avec nos valeurs», le chef du gouvernement plaide pour «l'assimilation et l'intégration de l'islam». «Oui, j'assume ces mots. Il faut une assimilation», martèle-t-il, brisant ainsi un tabou à gauche, où l'on prône un modèle intégrationniste. Pour justifier ce choix lexical, le chef du gouvernement cite «les autres cultes (qui) se sont sécularisés». «Nous devons bâtir un islam français, européen, occidentalisé, avec nos traditions et nos valeurs», conclut-il.



Arthur Berdah journaliste-lefigaro.fr

II) A La Rochelle, les frondeurs du PS face à une mission impossible : l'unité

LE MONDE Par Bastien Bonnefous

La direction du Parti socialiste a annulé son université de rentrée à Nantes, mais les frondeurs, eux, ont maintenu leurs « journées d'été » à La Rochelle. Samedi 10 et dimanche 11 septembre, l'aile gauche du parti se réunit donc, avec un objectif qui tient à ce jour de la mission impossible : désigner, d'ici à la primaire du PS en janvier 2017, un candidat unique. Tous les prétendants vont donc venir se montrer et se compter sur le port rochelais.

Les socialistes Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Filoche participeront dimanche à des ateliers-débats qui vont vite prendre des airs de tribunes, quand l'écologiste Cécile Duflot et le communiste Pierre Laurent interviendront – en duplex – depuis la Fête de L'Humanité, à La Courneuve. Seuls absents de marque, Jean-Luc Mélenchon et Christiane Taubira, l'ancienne garde des sceaux ayant préféré ne pas se mêler à la foire aux prétendants.

Alors que François Hollande a clairement fait un pas supplémentaire vers une nouvelle candidature en 2017, avec son « discours de Wagram », jeudi 8 septembre, le camp de ses opposants internes reste toujours aussi divisé. La route est encore très longue avant d'aboutir à la désignation d'une seule tête pour le représenter. « On ne va pas décider à La Rochelle d'un candidat unique, mais il y a une aspiration à l'unité très forte dans notre base militante, et il faut qu'on y réponde dans les mois qui viennent », prévient l'eurodéputé socialiste Emmanuel Maurel, co-organisateur de la réunion rochelaise avec le député Christian Paul.

Rapports de force internes

Les récents sondages qui font de M. Montebourg un challenger du chef de l'Etat, mieux placé que M. Hamon, dans le cadre de la primaire socialiste, incitent de plus en plus l'ancien ministre de l'économie à concourir au scrutin interne. « C'est vrai, on a aujourd'hui une préférence pour la participation à la primaire, pour éviter une

dispersion et une disqualification de l'ensemble de la gauche en avril », explique Laurent Baumel, un des soutiens de M. Montebourg. Pour le député d'Indre-et-Loire, la primaire est le meilleur cadre pour créer une dynamique large :

« Si on réussit à présenter un seul candidat pour affronter François Hollande, cela donnera un vrai enjeu à la primaire et la rendra crédible aux yeux des électeurs de gauche. Si on présente plusieurs candidats, la primaire aura moins de sens et les électeurs déçus de 2012 pourraient se reporter vers d'autres candidats de substitution, comme Jean-Luc Mélenchon ou Emmanuel Macron. »

A ce stade, les rapports de force internes entre M. Hamon et M. Montebourg n'évoluent guère, et chacun des deux considère toujours qu'il est le mieux placé. « A La Rochelle, on va discuter de nos convergences, mais aussi de nos différences. On ne vient pas pour chercher un candidat à la direction d'un sous-courant du PS, mais un candidat pour incarner la vraie gauche dans huit mois à la présidentielle », précise le député de Seine-Saint-Denis Mathieu Hanotin, porte-parole de M. Hamon, qui estime que le député des Yvelines et ancien ministre de l'éducation nationale « est le plus en résonance avec le peuple de gauche ».

La bataille des ambitions ne fait donc que commencer, au risque d'aboutir à une multiplication des candidats nuisible à tous. Un danger que veut conjurer Christian Paul. « La gauche française dans son ensemble est en état de dislocation. Il devient de notre responsabilité à tous de nous unir, personne ne peut dormir tranquille dans ses certitudes et ses arrogances. A quoi cela sert-il que la gauche finisse troisième, quatrième, voire cinquième du premier tour de la présidentielle ? », s'inquiète le député de la Nièvre. M. Paul et M. Maurel ont donc prévu d'appeler depuis La Rochelle à l'organisation d'une primaire plus large que celle prévue par le PS, « une primaire ouverte à toute la gauche, socialiste, écologiste et communiste », détaillent les deux hommes.

Trop d'émetteurs

Une telle entreprise a échoué au début de l'année, et on voit mal comment, quelques mois plus tard, le miracle pourrait avoir lieu. « Nous voulons interpellier la direction du PS, mais aussi du PCF, d'Europe Ecologie – Les Verts et Jean-Luc Mélenchon. Les Français sont en train de se dire que la gauche veut zapper la présidentielle, mais

le suicide collectif n'est pas à notre agenda », explique M. Paul. Vendredi, depuis la Fête de L'Huma, le secrétaire national du PCF a dit lui aussi rêver d'un « coup de tonnerre politique » si « tous les candidats déclarés se réunissent autour d'une table pour discuter et essayer de trouver un accord ». Mais pour M. Laurent, cette table ne peut être dressée dans le cadre de la primaire du PS.

Les frondeurs restent persuadés que la victoire est possible en cas d'unité, tant le président de la République est décrédibilisé à leurs yeux. La défense par François Hollande, jeudi, de la République et de l'Etat de droit, face à la menace d'une droite dure et de l'extrême droite, ne les convainc pas. « Faire le calcul "moi ou le chaos" est faux depuis le début du quinquennat. Les élections intermédiaires ont montré que la gauche ne se ressoude pas face au seul danger frontiste », estime le député de la Nièvre. « Je regrette que François Hollande n'ait pas appliqué au pouvoir les mots qu'il a prononcés dans un colloque. Parler de démocratie après avoir imposé la loi travail à coups de 49.3, ou refuser toute loi d'exception après avoir proposé la déchéance de nationalité, montre que ses actes ne sont pas en accord avec ses paroles », ajoute M. Hanotin.

Surtout, l'axe ultra-régalien dessiné par le chef de l'Etat demeure incomplet pour les frondeurs. Pour eux, la sécurité sera un enjeu en 2017, mais au même titre que les questions économiques et sociales, centrales pour reconquérir un électorat populaire parti dans l'abstention ou le vote pour le FN. « Le divorce à gauche avec François Hollande a pour racine la politique fiscale et sociale du gouvernement. Il continue de parler à ses 15 % d'électeurs fidèles, nous, nous voulons nous adresser à tous les autres », résume M. Baumel. Pour l'instant, les émetteurs sont trop nombreux pour être réellement entendus.



Bastien Bonnefous
Journaliste au Monde

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Politiques culturelles : 40 intellectuels dénoncent le bilan de François Hollande dans un livre

Propos recueillis par
Laurent Nunez

A quelques mois de l'élection présidentielle, 40 intellectuels et romanciers ont tenu à faire le bilan des gouvernements de François Hollande. Pas de jugement : des faits ! Cela donne "le Livre des trahisons" (PUF) : un terrible flash-back des bourdes ministérielles et des réformes difformes, qui montre notamment combien la culture a été maltraitée pendant cinq ans. Entretien avec Laurent de Sutter, qui a dirigé l'ouvrage.



Illustration - "Le Livre des trahisons" dirigé par Laurent de Sutter montre combien la culture a été maltraitée pendant cinq ans sous le règne de François Hollande. MICHEL SLOMKA/SIPA

Marianne : Comment décide-t-on de diriger un tel livre ? Y a-t-il eu un élément déclencheur précis ?

Laurent de Sutter : Avant tout, il y a eu un sentiment douloureux de saturation. L'avalanche quotidienne de nouvelles délirantes en provenance des hautes sphères du pouvoir politique et financier a fini par avoir raison de l'équanimité d'un certain nombre d'entre nous, dont moi. J'ai donc décidé de réunir tous ceux qui le voulaient, pour retracer le fil des événements que notre noyade nous empêche d'apercevoir.

Les auteurs, très divers, ont-ils reçu des consignes - un mot d'ordre pour unifier leurs réponses ?



J'ai voulu que ce livre ne ressemble pas à un pamphlet politique comme il s'en publie tant, et qu'à l'invective on préfère la froideur ironique de la narration. Outre les contraintes de forme, j'ai donc imposé aux auteurs de se limiter au maximum à raconter le cas qu'ils avaient choisi. L'idée était de proposer une sorte de chronique, à la Froissart, du règne de M. Hollande, dans laquelle les faits parleraient par eux-mêmes et diraient en eux-mêmes l'ignominie qui y préside.

"Trahissons", le mot est fort. Qui Hollande a-t-il trahi selon vous ? Les idées de gauche ? Les électeurs ? Les intellectuels ?

Le mot est fort, mais peut-être pas assez. Après tout, n'importe qui pouvait prévoir que M. Hollande ne tiendrait pas ses promesses, et qu'il réserverait à ses électeurs quelques surprises saumâtres en sus. Trahir ceux qui l'ont élu fait partir de l'arsenal stratégique de l'homme politique depuis toujours. Si j'ai tout de même conservé le mot, c'est parce que je crois que nous sommes confrontés à quelque chose de neuf : l'organisation de la fin de toute possibilité de gauche dans le reniement déclaré de son idée.

Comment interprétez-vous ces bourdes (Pellerin qui ne lit pas, Fabius qui prend des tableaux, diminution du latin et des classes européennes, etc.) ? Cynisme ? Maladresse ? Droitisation masquée ?

En finir avec la possibilité de la gauche fait partie du programme de gauche depuis près de quarante ans. Il se fait juste que la pression accrue exercée par les différentes crises que nous avons connues depuis 2007, aussi bien dans le domaine financier que politique, social, humanitaire, écologique, etc., rend la nécessité d'accélérer la dissolution de cette possibilité d'autant plus urgente. Il faut en finir avec l'idée de gauche pour que la pseudo-gauche qui fait semblant de s'en réclamer puisse continuer à rester au pouvoir. Que cela ne fasse qu'ajouter de la catastrophe aux crises n'en

constitue, aux yeux des responsables, que les dommages collatéraux. C'est dire leur profonde imbécillité.

Ce recueil fait un constat atroce du quinquennat. A quelques mois de l'élection, que répondez-vous à ceux qui diront que vous faites ainsi « le jeu de la droite » ?

J'ai envie de répondre que M. Hollande se débrouille très bien tout seul à ce petit jeu.



IV) Quand aura lieu l'éventuel procès Sarkozy?

Le procès Bygmalion, en présence ou non de Nicolas Sarkozy, devrait avoir lieu. Mais quand? Si le juge Serge Tournaire devrait rendre son ordonnance de renvoi en octobre, comme le pressentent les avocats du dossier, la balle est dans le camp du parquet.



Nicolas Sarkozy durant son discours à Poissy (Yvelines), le 6 septembre. Reuters

Avant la présidentielle? Dès le début de l'année? **Le procès Bygmalion** devrait avoir lieu, en présence ou non de Nicolas Sarkozy, mais reste à savoir quand. Le juge Serge Tournaire devrait rendre son ordonnance de renvoi en octobre, comme le pressentent les avocats du dossier. "Serge Tournaire croule sous les dossiers, mais il a dit à un des mis en examen qu'il trouverait normal que la campagne de 2012 soit jugée avant

la campagne 2017", redoute un avocat, dans le JDD à paraître aujourd'hui. Ce conseil pronostique même un "renvoi général en octobre".

Un procès Bygmalion devrait durer un bon mois d'audience. Pourrait-il être programmé devant la 11e chambre, déjà passablement encombrée, début 2017? "Sur le papier, impossible", jurent tous les juristes consultés. "Mais le parquet est maître de l'audiencement", souffle un autre. En effet, "début janvier, des renforts peuvent être nommés à la 11e, et ces renforts, avec un agenda vide, pourraient prendre l'affaire en février...", craint cet avocat, se disant "pessimiste".

le **JDD**

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Patrick de Carolis raconte les pressions de Sarkozy pour faire virer Ruquier



Patrick de Carolis livre sa version de l'été 2010 où Nicolas Sarkozy l'a écarté de la présidence de France Télévisions. @ PATRICK KOVARIK / AFP

L'ancien patron de France Télévisions affirme dans un livre qu'il aurait pu être reconduit à son poste par Nicolas Sarkozy s'il avait viré Laurent Ruquier ou Patrick Sébastien.

Patrick de Carolis n'avait jamais été très prolix sur les coulisses de son mandat à la tête de France

Télévisions. L'ancien PDG, qui a dirigé le groupe de 2005 à 2010, se livre aujourd'hui dans un ouvrage à paraître jeudi, intitulé Les Ailes intérieures. S'il évoque longuement les accusations à son encontre pour favoritisme, Patrick de Carolis glisse aussi quelques révélations sur ses relations avec l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy.

Chabot, FOG, Ruquier ou Sébastien. L'actuel directeur du musée Marmottan Monet à Paris explique en effet que Nicolas Sarkozy aurait pu le reconduire à la tête de France Télévisions s'il accédait à une condition : se séparer de plusieurs personnalités médiatiques bien connues des téléspectateurs. Parmi elles, Patrice Duhamel, Arlette Chabot, Franz-Olivier Giesbert, Laurent Ruquier et Patrick Sébastien. Une décision "clairement" inenvisageable pour Patrick de Carolis. "Patrice Duhamel était au courant, il m'a proposé sa démission. J'ai refusé parce que, humainement, ce n'est pas comme ça que je gère ma vie", confie-t-il dans une interview au Parisien mercredi.

"Bassesse". Stratégiquement, le PDG de France Télévisions ne trouvait dans cette option que des mauvais côtés. "Accepter aurait fragilisé mon second mandat. On ne bâtit pas l'avenir en laissant tomber ses collaborateurs. Surtout qu'ils n'avaient pas démerité", insiste-t-il. "Je préférerais ne pas être réélu plutôt que l'être par bassesse. Pourtant, j'ai cru à ma réélection jusqu'au bout, j'étais peut-être le seul !" A l'été 2010, Nicolas Sarkozy avait fini par nommer Rémy Pflimlin pour lui succéder à la présidence de France Télévisions.

Europe 1

VI) Nouvel appel de communistes à soutenir Jean-Luc Mélenchon

À la veille de la Fête de l'Huma, une centaine de communistes, de militants d'Ensemble ! et d'intellectuels appellent à faire « front commun » avec Mélenchon pour 2017.

Cette année, à La Courneuve, la présidentielle pourrait bien gâcher un peu la Fête. Alors que le

secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a indiqué que la stratégie de son parti pour 2017 ne sera tranchée que le 5 novembre, lors d'une conférence nationale, les troupes communistes se déchirent sur le candidat qu'ils soutiendront à la présidentielle.

D'un côté, les plus « identitaires » estiment qu'une candidature communiste, avec Pierre Laurent pour candidat, est nécessaire. « Non pour ajouter une candidature de plus à gauche, mais parce qu'il y a des contributions que le PCF est le seul à pouvoir apporter pour permettre ce rassemblement de la gauche et le fonder autour d'une alternative radicale et crédible », écrivent Frédéric Boccara, Christian Picquet et Marine Roussillon, trois membres de l'exécutif national, dans une tribune cosignée par l'ex-député européen Jacky Hénin, et Pierre Lacaze, secrétaire de la fédération de la Haute-Garonne (Voir ici). De l'autre, des voix se font entendre, de plus en plus clairement, qui appellent à soutenir Jean-Luc Mélenchon.

Pour un « front commun »

Mercredi soir, un texte invitant à faire un « Front commun » autour de l'ex-candidat du Front de gauche à la présidentielle de 2012, a été publié sur Mediapart et un site Internet, www.frontcommun.fr, a été lancé. Une initiative qui a dû faire grincer des dents place du Colonel-Fabien, à deux jours de la Fête de l'Huma, et alors que les tensions entre Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon sont toujours très vives...



Photo : Michel Soudais

En quelques heures, 400 signatures se sont ajoutées à celles des 99 premiers signataires. Parmi ces derniers, bon nombre de cadres et élus communistes, dont Gilles Poux, le maire de La Courneuve. Des anciens membres du PCF, comme Jacques Fath, ancien responsable aux relations internationales du PCF, qui a renvoyé en juin sa carte à Pierre Laurent après 42 ans de

parti. Mais aussi des militants d'Ensemble ! et des personnalités non encartées, comme l'économiste Jean-Marie Harribey, l'écrivain Annie Ernaux, ou les sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot.

Fustigeant l'« éparpillement suicidaire » et les « candidatures fratricides » à gauche, les signataires estiment que, « quels que soient les arguments des uns et des autres ou les divergences » qu'ils peuvent entretenir avec Jean-Luc Mélenchon, il n'en reste pas moins que, « dans les circonstances actuelles », sa candidature apparaît comme la meilleure à gauche. Parmi les lanceurs de l'initiative, Frédérick Genevée, membre du comité exécutif national du PCF :

Sur le fond, je ne suis pas d'accord à 100 % avec ce que dit Mélenchon, explique le chef de file de la ligne contestataire au dernier congrès du PCF. Par exemple, avec sa position sur l'Europe, avec ses récentes sorties sur les travailleurs détachés, ou sur l'idée qu'il faille un « populisme de gauche ». Mais je lui sais gré de ne pas avoir mis le doigt dans l'engrenage des primaires [du PS, NDLR].

Nouvelle force politique

Un soutien qui durera le temps de la présidentielle, mais peut-être pas au-delà des législatives. Si les signataires du texte appellent à la « convergence » entre les « organisations locales du PCF, du PG, et de la France Insoumise, d'Ensemble !, d'EELV et des groupes socialistes critiques », ainsi qu'avec des listes citoyennes, ils ne comptent pas pour autant rejoindre La France Insoumise, le « parti mouvement » lancé par Jean-Luc Mélenchon. « Je ne crois pas qu'il faille diluer les partis dans un mouvement qui tourne autour d'une personnalité, fait valoir Frédérick Genevée, e_t d'ailleurs, je pense que Mélenchon lui-même a intérêt à être soutenu par d'autres formations politiques ».

Dans l'entourage de l'intéressé, on n'en est pas si sûr. « C'est une très bonne nouvelle, évidemment, qu'une telle variété de signataires soutiennent Mélenchon, se réjouit Eric Coquerel, co-coordonateur du Parti de gauche. En même temps, on ne peut plus recommencer avec un cartel de partis comme l'était le Front de gauche. » Un « front » aujourd'hui en mort clinique, qu'une partie des communistes voudraient bien ressusciter, mais que Mélenchon entend dépasser pour créer une « nouvelle force politique » après l'échéance de 2017. « Nous en reparlerons à la Courneuve avec les signataires », promet Eric

Coquerel, qui estime néanmoins que « sur le fond, on dit la même chose ».

Le 22 mars, Francis Parny, ancien responsable des relations extérieures du PCF, et à ce titre l'un des principaux artisans du Front de gauche auprès de Marie-George Buffet d'abord, de Pierre Laurent ensuite, avait publiquement demandé « à la direction du PCF de proposer aux communistes de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon ». Son appel publié sur change.org avait recueilli 2 600 signatures de communistes aujourd'hui engagés comme M. Parny dans la campagne de « La France insoumise ».

par Pauline Graille

politis.fr

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com